



Fédérations des Finances CGT, Solidaires, CFDT, UNSA

Aux Finances

Travailler mieux et autrement Pour l'emploi, la satisfaction des besoins sociaux, le développement humain durable

Une crise et une insécurité sociales organisées, généralisées, et insupportables

Incapables de sortir des dogmes libéraux, les gouvernements des États de l'Union européenne et du G20 prévoient et appliquent les uns après les autres des plans de rigueur et d'austérité d'une rare violence. Réduction drastique des dépenses publiques et des aides sociales, réduction des emplois publics, baisse de la rémunération des agents publics, mise en œuvre d'une fiscalité au service des classes sociales les plus riches et de la financiarisation de l'économie.

Les méthodes appliquées relèvent de la saignée sociale, elles sont d'autant plus injustes qu'elles préservent les acquis d'une minorité : aucune politique publique n'envisage une réduction des inégalités, tandis que les allègements de « charges » sociales et fiscales des entreprises sont toujours d'actualité. En France, la contre réforme des retraites s'inscrit dans un vaste mouvement de recul des solidarités et des protections sociales.

Partout, la dramatisation de la dette publique est instrumentalisée contre les peuples.

Mis à contribution, subissant de plus en plus de sacrifices, ceux-ci sont désormais ouvertement appelés à « rassurer les marchés financiers » et les agences de notation.

Le projet de société est donc clair : tout faire pour la finance, en sacrifiant le développement humain, les droits fondamentaux et les solidarités.

Dans tous les États, l'éclatement du salariat, par la sous-traitance, la précarité et l'individualisation, est à l'œuvre. La casse des droits sociaux ne cesse de s'amplifier, le chômage explose, tandis que les profits s'envolent.

Les salariés, quelque soit le statut de ces derniers, et les retraités se retrouvent donc à payer la faillite d'un système une seconde fois, après avoir déjà subi un recul dans la répartition des richesses.

Globalement, c'est bien la place de l'intérêt général dans le système économique qui est posée.

En finir avec la rigueur et relancer une véritable dynamique de développement

Les choix des gouvernements consistent à mettre la richesse au service de la sauvegarde de la finance alors qu'elle pourrait permettre à chacun d'avoir accès aux droits fondamentaux, à commencer par celui, vital, de se nourrir : selon le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), il faudrait une augmentation de 30 à 50 milliards de l'aide publique au développement pour que chacun puisse manger convenablement. Or, le choix politique a été autre : des centaines de milliards de dollars ont été injectés dans l'économie financière.

Alors que la crise produit ses effets économiques et sociaux dévastateurs, l'orientation des États et des institutions internationales (Fonds monétaire international, Union européenne...) vise à imposer une politique de rigueur.

En particulier, la dette publique est instrumentalisée pour contraindre, sur fond de menace d'une faillite à des choix économiques et sociaux régressifs. Les véritables enjeux de la dette publique sont cachés : il s'agit en réalité d'un véritable transfert de richesses au profit de la rente, transfert qui favorise la spéculation sur les titres d'État et met les finances publiques et sociales sous domination.

Ce choix, particulièrement injuste puisqu'il met à contribution les classes moyennes et modestes sert les intérêts des plus riches, s'avère en outre inefficace et dangereux. Il contribue à relancer la spéculation, dont on a pu voir qu'elle est un facteur de déséquilibres structurels du système économique et a un impact social profondément injuste. Au contraire des orientations gouvernementales, une véritable politique de relance doit passer par la hausse significative des salaires et l'investissement (notamment l'investissement public en faveur de la recherche, de politiques environnementales, de l'éducation et de la formation, du développement des activités industrielles...).

En France, la « révision générale des politiques publiques » (RGPP), la « réforme de l'administration territoriale de l'Etat (Réate) », la revue générale des prélèvements obligatoires (RGPO), se traduisant par des restructurations précipitées et par la réduction des effectifs, l'individualisation de la gestion des personnels, amorcent un basculement vers une fonction publique où la mobilité forcée et la flexibilité subie sont la règle et où le management est calqué sur celui du secteur marchand. De ce point de vue, la crise n'a rien changé. Pire, elle est instrumentalisée pour accélérer cette évolution qui change la nature même de l'action publique.

Promouvoir enfin une politique du plein emploi de qualité

La montée de la précarité sous diverses formes (sous-traitance, intérim, contrats courts, travail non déclaré, temps partiel subi...), du chômage, la dégradation des conditions de travail (due à la mise en concurrence des salariés, aux modes de managements, à la pression sur les coûts et les délais...) exerce une pression sur tous les actifs : chômeurs précaires, salariés du privé et du public, mais aussi sur la jeunesse.

Le recul des garanties collectives et des droits sociaux constitue une profonde orientation des politiques de l'emploi menées depuis une vingtaine d'années. Or, l'instauration de droits sociaux de haut niveau permettrait d'assurer une véritable sécurité sociale professionnelle. Mais en invoquant la flexibilité, le gouvernement et le Medef plaident au contraire pour une plus grande insécurité sociale alors que, pour ce dernier, les aides publiques de toutes natures (aides directes, marchés publics, exonérations, niches fiscales et sociales) se sont multipliées sans contrôle.

Agir pour une protection sociale solidaire s'impose par ailleurs comme une nécessité absolue. Il est symptomatique de l'aveuglement du « tout marché » de voir que la crise n'a pas fait varier d'un iota la volonté gouvernementale de laisser se développer un secteur marchand de la santé et de la retraite complémentaire, ce qui va accroître les inégalités et accentuer la financiarisation dans un contexte où les assurances santé et les système de retraites par capitalisation sont en grande difficulté et créent de profondes injustices.

Tout plaide pour une protection sociale assise sur le système par répartition, financée par tous en fonction des capacités de chacun, au bénéfice de tous selon les besoins de chacun. Il est parfaitement possible de relever progressivement les cotisations sociales pour tout à la fois financer le système de sécurité sociale et regagner une part de la valeur ajoutée perdue au cours des vingt dernières années.



Pour une répartition des richesses plus juste

La répartition des richesses passe par un relèvement de la part des salaires dans la richesse nationale et par une véritable réforme fiscale. Les choix fiscaux de ces dernières années ayant montré leurs inefficacités économiques et leurs injustices sociales, une réorientation de la fiscalité est urgente.

Celle-ci nécessite notamment, pour tous les impôts, un élargissement de l'assiette qui passe notamment par la suppression des niches fiscales qui rendent l'impôt régressif pour les riches.

Une meilleure progressivité de l'imposition de revenus et de celle du patrimoine est également une condition nécessaire à la réduction des inégalités de revenus et de patrimoines. En matière d'imposition des revenus, ceci passe également par la réintégration au barème progressif des revenus financiers, actuellement imposés pour l'essentiel au taux proportionnel. La fiscalité du patrimoine, dont Nicolas Sarkozy a annoncé la réforme, doit être rééquilibrée afin de maintenir et de conforter une imposition du stock de patrimoine.

Enfin, concernant la fiscalité locale, il est intenable de maintenir les injustices du système actuel, injustices aggravées par la récente réforme de l'imposition locale des entreprises (suppression de la taxe professionnelle et création de la contribution économique territoriale) dont le manque sera nécessairement compensé par une hausse des impôts payés par les ménages.

Mettre l'économie enfin au service de l'Homme

La déréglementation, la désintermédiation bancaire, la liberté de circulation des capitaux, la concurrence économique et sociale, le recul des solidarités et la mondialisation de l'économie ont été les principaux traits communs de la financiarisation de l'économie.

L'ampleur de la spéculation et l'absence de contrôle public sont des facteurs d'instabilité. La montée en puissance des places off-shore et des paradis fiscaux et judiciaires ont largement contribué à rendre la finance incontrôlable. En outre, la pression sur les salaires et les coûts ont permis une accélération de la financiarisation, alimenté les inégalités et favorisé la montée de l'endettement. Tous ces facteurs sont à l'origine de la crise.

Les sommets du G 20 de la période 2009/2010 ont accouché d'une souris. Les paradis fiscaux sont toujours puissants et actifs, la finance est toujours déréglementée et la « moralisation du capitalisme » s'est révélée n'être qu'un slogan dépourvu de sens. Enfin, les accords de Bâle 3 ne règlent pas la question des montages financiers complexes à l'origine du développement de la crise.

L'instauration d'une taxe sur les transactions financières, une réglementation contraignante en matière de règles comptables, la création d'un pôle financier public et un système d'échanges automatiques d'informations, dans le respect des droits et des libertés, permettant de prévenir et de combattre la fraude fiscale et les diverses formes de délinquance financière constituent des mesures d'urgence.

Il y a besoin que les pouvoirs publics au sens large du terme disposent d'administrations nationales publiques de l'Etat assurant un véritable contrôle des activités économiques et sociales, et disposant des moyens suffisants pour pouvoir le faire.



Pour l'emploi, la satisfaction des besoins sociaux, le développement humain durable

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, CFDT, UNSA entendent poursuivre avec l'ensemble des agents des Finances, l'action engagée depuis plusieurs mois !

C'est pourquoi, les fédérations des Finances :

- Décident d'adresser, ensemble et dans l'unité, aux Ministres de Bercy la présente déclaration.
- Réitèrent leurs exigences quant à l'abandon des réformes initiées et des objectifs poursuivis au titre de la RGPP, de la Réate, de la RGPO.
- Exigent l'ouverture d'un véritable processus de négociations pour allouer les moyens indispensables au nécessaire développement des politiques et des missions de services publics et d'intérêt général dévolues à Bercy afin d'en faire de véritables outils au service de la création d'emplois, de la satisfaction des besoins sociaux, de la réduction des inégalités, du développement humain durable.

Pour donner la priorité au maintien et à la création d'emplois, les fédérations des Finances réaffirment leurs demandes quant à l'arrêt des suppressions d'emplois, l'arrêt des licenciements, la définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, CFDT, UNSA poursuivront leurs actions :

- **Contre les reculs inacceptables des droits** à la retraite, pour le rétablissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et de l'âge du taux plein à 65 ans, pour la sauvegarde et l'amélioration du Code des pensions civiles et militaires, la prise en compte de toutes les formes de pénibilité...
- **Pour préserver et améliorer les droits statutaires et les garanties collectives des personnels** qu'il s'agisse du Statut général des fonctionnaires et de la nécessaire abrogation de la loi dite de la mobilité et des parcours professionnels, de l'action sociale, de l'hygiène, de la sécurité, des conditions de travail, de la protection sociale complémentaire...
- **Pour imposer une revalorisation significative du pouvoir d'achat** de toutes et tous (fonctionnaires, contractuels, non titulaires...) à un moment où les pouvoirs publics envisagent le gel des traitements sur une période de trois années.

Dès maintenant, dans les semaines et les mois qui viennent, les fédérations appellent les agents des Finances à se réunir pour débattre de leurs revendications, à rester mobilisés, à poursuivre la mobilisation et l'action, pour imposer la prise en compte de leurs revendications.

Paris, le 16 décembre 2010

